



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 58.075/2/V
du 7 septembre 2015

sur

un avant-projet d'ordonnance
'portant modification de
l'ordonnance du 22 janvier 2009
portant organisation de la politique
du stationnement et création de
l'Agence du stationnement de la
Région de Bruxelles-Capitale et
l'ordonnance du 3 avril 2014
relative aux règlements
complémentaires sur la circulation
routière et sur la pose et le coût de
la signalisation routière'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 58.075/2/V
van 7 september 2015

over

een voorontwerp van ordonnantie
'tot wijziging van de ordonnantie
van 22 januari 2009 houdende de
organisatie van het parkeerbeleid
en de oprichting van het Brussels
Hoofdstedelijk parkeeragentschap
en de ordonnantie van 3 april 2014
betreffende de aanvullende
reglementen op het wegverkeer en
de plaatsing en bekostiging van de
verkeerstekens'

Le 7 août 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant modification de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 7 septembre 2015. La chambre était composée de Yves KREINS, premier président du Conseil d'État, Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Bernard BLERO, conseiller d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 septembre 2015.

*

Op 7 augustus 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken verzocht binnen een termijn van dertig dagen, een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'tot wijziging van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk parkeeragentschap en de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 7 september 2015. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, eerste voorzitter van de Raad van State, kamervoorzitter, Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Bernard BLERO, staatsraad, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 september 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

La note aux membres du Gouvernement dont la copie figure dans le dossier joint à la demande d'avis, mentionne le *gender test* comme « non applicable ».

En vertu de l'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes doit cependant être établi pour chaque projet d'acte législatif ou réglementaire.

Même si cette évaluation aboutit à la conclusion de la non-application du *gender test*, il convient toutefois de compléter la partie I du rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes, dont le modèle figure en annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale'.

C'est en effet en complétant cette première partie du rapport que l'auteur de l'avant-projet peut régulièrement arriver à la conclusion qu'il n'y a pas lieu, en l'espèce, de poursuivre plus avant cette démarche d'évaluation.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

L'avant-projet d'ordonnance examiné doit être pourvu d'un arrêté de présentation.

DISPOSITIF

Article 10

1. À l'article 10, § 3, de l'avant-projet examiné (article 38, § 4, alinéa 1^{er}, en projet, de l'ordonnance du 22 janvier 2009 'portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale'), il semble qu'il y ait lieu de remplacer la référence faite au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, par une référence au paragraphe 2 (nouveau) du même article.

2. Dans le texte français de l'article 10, § 4, de l'avant-projet (article 38, § 4, alinéa 2, en projet, de l'ordonnance du 22 janvier 2009), les mots « de 15 EUR redevance » doivent être remplacés par : « de 15 EUR ».

Article 13

L'article 42 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 dispose :

« Art. 42. Le Gouvernement et les communes désignent respectivement les stewards de stationnement de l'Agence du stationnement ou des communes chargés de rechercher et constater le non-respect des règles de stationnement sur les voiries régionales ou sur les voiries communales et donnant lieu à redevance de stationnement ».

L'article 13 de l'avant-projet examiné tend à compléter cette disposition, afin d'y charger également le gouvernement et les communes de la désignation des stewards de stationnement de leurs concessionnaires respectifs ¹.

La portée de cette disposition modificative ne peut, bien évidemment, pas être de charger le Gouvernement ou les communes d'engager eux-mêmes les membres du personnel des entreprises privées concernées ².

Eu égard aux tâches de contrôle de respect de la réglementation confiées aux stewards de stationnement de ces concessionnaires privés, il peut, par contre, être envisagé de soumettre leur désignation à un accord ou agrément préalable de l'autorité publique, régionale ou communale selon le cas.

La mise en place d'un tel mécanisme de contrôle impliquerait toutefois que la fonction concernée, à savoir celle de steward de stationnement, soit clairement définie, et que les conditions de capacité professionnelle ou d'honorabilité qui seraient imposées aux candidats à cette fonction soient également précisées.

L'article 13 de l'avant-projet doit, dès lors, être soit omis, soit revu à la lumière de cette observation.

Article 18

L'article 18, § 2 (lire : alinéa 2, la division de cet article en paragraphes ne se justifiant pas) ³ dispose que le chapitre III de l'ordonnance entre en vigueur (lire : produit ses effets, s'agissant de lui donner une portée rétroactive) le 24 mai 2014.

¹ L'un des objectifs poursuivis par l'avant-projet examiné est, en effet, de réintroduire la possibilité, dans le chef de l'Agence du stationnement, de confier la perception des redevances de stationnement à un concessionnaire privé.

² Sauf à considérer que la Région et les communes auraient la qualité d'employeur des stewards de stationnement de leurs concessionnaires privés respectifs ? Il serait alors nécessaire de revoir l'avant-projet pour y définir en quoi consisterait la mission ainsi concédée au partenaire privé.

³ Il en va de même pour l'article 39, en projet, de l'ordonnance du 22 janvier 2009 (article 11 de l'avant-projet examiné).

Le commentaire de cet article se borne à préciser que la date choisie correspond à celle de l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 3 avril 2014 'relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière', que les dispositions du chapitre III de l'avant-projet modifient.

Il convient de s'assurer qu'une telle rétroactivité repose sur une justification admissible. Si tel est le cas, le commentaire des articles sera utilement complété sur ce point.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

De nota aan de leden van de Hoofdstedelijke Regering, waarvan een kopie te vinden is in het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is, vermeldt dat de gendertest “Niet van toepassing” is.

Krachtens artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ dient evenwel voor elk wetgevend of reglementair ontwerp een evaluatieverslag te worden opgesteld van de impact van het ontwerp op de respectieve situatie van mannen en vrouwen.

Zelfs indien die evaluatie leidt tot de conclusie dat de gendertest niet van toepassing is, dient deel I te worden ingevuld van het evaluatieverslag van de impact van het ontwerp op de respectieve situatie van mannen en vrouwen, waarvan het model is opgenomen als bijlage bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 ‘houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

Door het invullen van dat eerste deel van het verslag kan de steller van het voorontwerp immers op regelmatige wijze tot de conclusie komen dat het *in casu* niet nodig is de evaluatie verder uit te werken.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

INDIENINGSBESLUIT

Het voorliggende voorontwerp van ordonnantie moet worden voorzien van een indieningsbesluit.

DISPOSITIEF

Artikel 10

1. In artikel 10, § 3, van het voorliggende voorontwerp (ontworpen artikel 38, § 4, eerste lid, van de ordonnantie van 22 januari 2009 ‘houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap’), heeft het er alle schijn van

dat de verwijzing naar paragraaf 1, tweede lid, dient te worden vervangen door een verwijzing naar (de nieuwe) paragraaf 2 van hetzelfde artikel.

2. In de Franse tekst van artikel 10, § 4, van het voorontwerp (ontworpen artikel 38, § 4, tweede lid, van de ordonnantie van 22 januari 2009), dienen de woorden “de 15 EUR redevance” te worden vervangen door: “de 15 EUR”.

Artikel 13

Artikel 42 van de ordonnantie van 22 januari 2009 luidt:

“Art. 42. De Regering en de gemeenten duiden respectievelijk de parkeerstewards van het Parkeeragentschap of van de gemeenten aan om de niet-naleving van de parkeerregels, op gewest- of gemeentewegen, die aanleiding geven tot de parkeerretributie op te sporen en vast te stellen.”

Artikel 13 van het voorliggende voorontwerp strekt tot het aanvullen van die bepaling, zodanig dat de regering en de gemeenten daarin eveneens worden belast met het aanwijzen van de parkeerstewards van hun respectieve concessiehouders.¹

De strekking van die wijzigingsbepaling kan vanzelfsprekend niet zijn dat de regering en de gemeenten ermee worden belast zelf de personeelsleden van de betrokken private ondernemingen aan te werven.²

Gelet op de taken met betrekking tot het toezicht op de naleving van de reglementering die zijn toevertrouwd aan de parkeerstewards van die private concessiehouders, zou daarentegen bepaald kunnen worden dat, naargelang van het geval, de gewestelijke of de gemeentelijke overheid de aanstelling van die stewards moet goedkeuren of erkennen.

De invoering van een dergelijk controlemechanisme zou evenwel veronderstellen dat de functie in kwestie, namelijk die van parkeersteward, duidelijk wordt gedefinieerd, en dat ook de voorwaarden inzake beroepbekwaamheid en betrouwbaarheid die aan de kandidaten voor die functie zouden worden opgelegd, worden omschreven.

Artikel 13 van het voorontwerp moet bijgevolg ofwel worden weggelaten, ofwel worden herzien in het licht van de voorgaande opmerking.

¹ Een van de doelen die met het voorliggende voorontwerp worden nagestreefd is immers ervoor te zorgen dat het Parkeeragentschap de inning van de parkeerretributies opnieuw kan toevertrouwen aan een private concessiehouder.

² Behalve als ervan wordt uitgegaan dat het Gewest en de gemeenten de werkgever zouden zijn van de parkeerstewards van hun respectieve private concessiehouders? In dat geval moet het voorontwerp worden herzien teneinde erin te definiëren waarin de aldus aan de private partner in concessie gegeven opdracht zou bestaan.

Artikel 18

Artikel 18, § 2 (lees: tweede lid 2, aangezien er geen reden is om dat artikel op te splitsen in paragrafen)³ bepaalt dat hoofdstuk III van de ordonnantie in werking treedt (lees: uitwerking heeft, aangezien er terugwerkende kracht aan wordt gegeven) op 24 mei 2014.

In de commentaar bij dat artikel staat enkel dat de gekozen datum overeenstemt met de datum van inwerkingtreding van de ordonnantie van 3 april 2014 'betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens', welke ordonnantie wordt gewijzigd bij de bepalingen van hoofdstuk III van het voorontwerp.

Men dient zich ervan te vergewissen dat een dergelijke terugwerkende kracht naar behoren kan worden gerechtvaardigd. Als zulks het geval is, dient de commentaar bij de artikelen op dat punt te worden aangevuld.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PREMIERPRÉSIDENT –
DE EERSTE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Yves KREINS

³ Dat geldt ook voor het ontworpen artikel 39 van de ordonnantie van 22 januari 2009 (artikel 11 van het voorliggende voorontwerp).